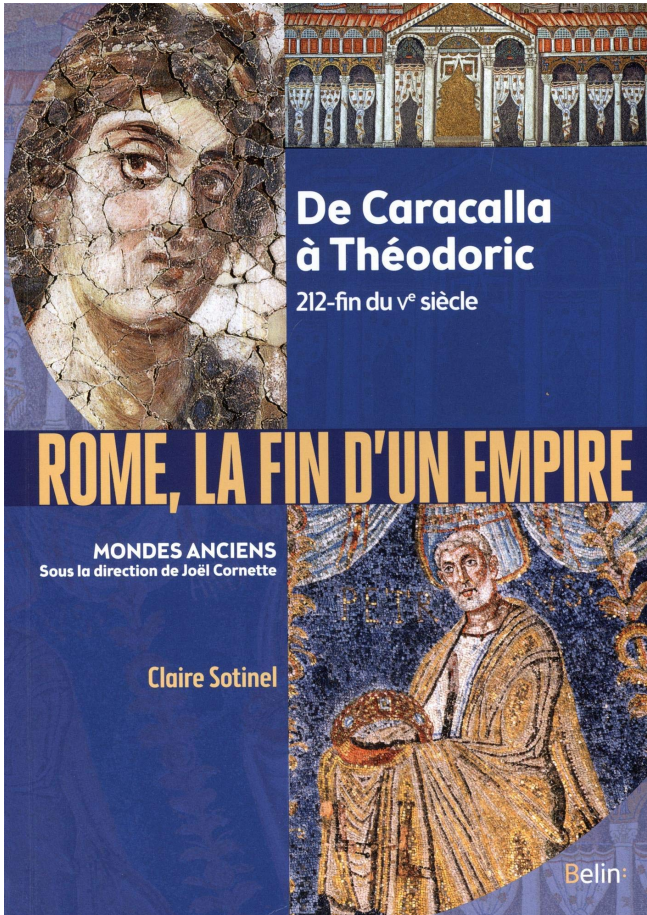


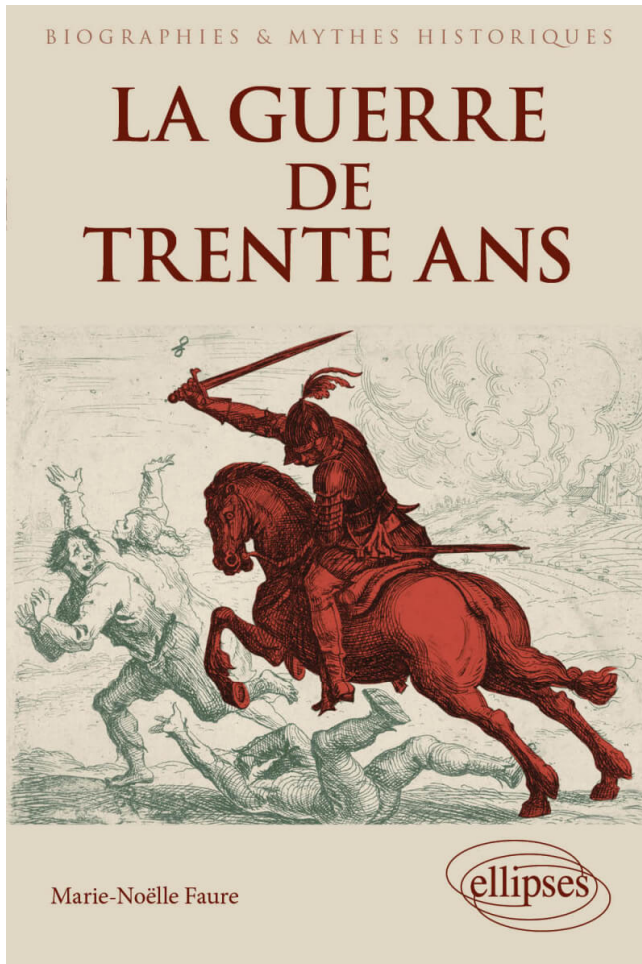
6 septembre 394 : fin de la bataille de la rivière froide (ou bataille de Frigidus).



La **bataille de la rivière froide** ou **bataille de la vallée du Frigidus** (probablement Vipava - actuelle Slovénie - à proximité de la forteresse *Ad Pirum*) a eu lieu du 5 au 6 septembre 394 et a vu s'affronter les troupes chrétiennes de l'Empire romain d'Orient alliées aux Wisigoths, et commandées par l'empereur romain Théodose 1^{er} et le roi des Wisigoths Alaric, aux troupes païennes coalisées de l'Empire romain d'Occident et des Francs, sous le commandement d'Eugène et d'Arbogast.

La défaite et la mort d'Eugène et de son commandant, le général romain d'origine franque Arbogast, permettent pour la dernière fois dans l'histoire romaine d'unir, sous le pouvoir d'un seul empereur, l'ensemble des territoires de l'Empire romain. Cette bataille favorise également l'adoption du christianisme dans la partie occidentale de l'empire, Eugène, vaincu, possédant le soutien de l'aristocratie païenne. La défaite a en revanche des conséquences politiques et sécuritaires désastreuses pour la partie occidentale. Elle provoque en effet l'effondrement militaire de l'Occident et une perte de soutien des grandes familles païennes occidentales vis-à-vis du pouvoir impérial. Elle facilite ainsi le passage du Rhin par les barbares et le sac de Rome quelques années plus tard.

6 septembre 1634 : fin de la bataille de Nördlingen (guerre de Trente Ans).



Les Suédois ne purent tirer bénéfice de la victoire protestante à Lützen à cause de la mort de leur roi Gustave Adolphe. Les forces impériales reprirent l'initiative et, en 1634, occupèrent la ville de Ratisbonne menaçant d'avancer plus loin en Saxe. Les protestants réalisèrent qu'ils devaient faire un effort pour reprendre la ville et planifièrent alors une attaque de nuit.

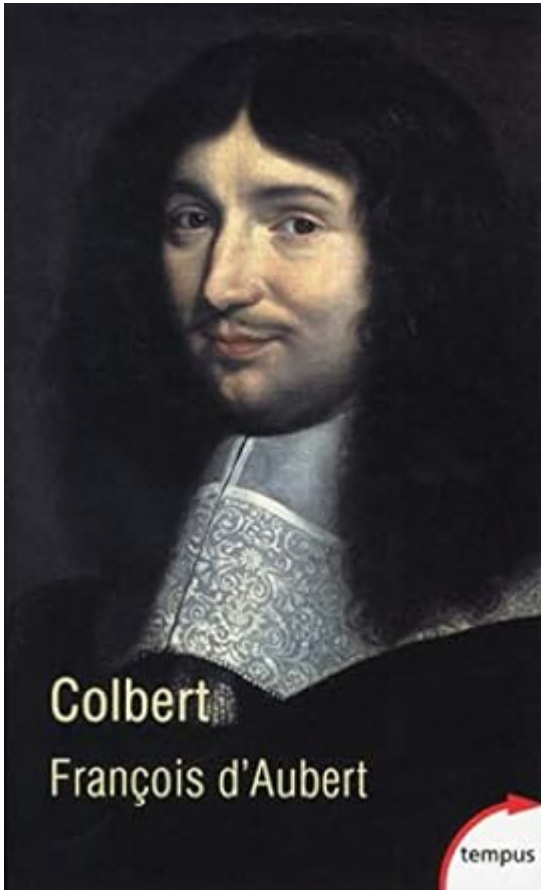
L'attaque des protestants se trouva en difficulté lorsque leur avance fut bloquée par leur artillerie et les chariots de ravitaillement qui se trouvaient devant l'infanterie. Cela donna un délai aux troupes espagnoles et impériales pour se préparer. Ensuite l'infanterie suédoise attaqua sans l'appui de son artillerie, et parvint néanmoins à enfoncer une aile. Le commandant des impériaux ordonna une attaque coordonnée sur la ligne saxonne qui fut mise en déroute. Gustaf Horn fut capturé et les alliés des protestants perdirent entre 14 000 et 12 000 soldats. La France n'était pas engagée directement. Cependant des unités françaises servaient du côté des protestants : le futur gouverneur du grand Dauphin, Charles de Sainte-Maure, duc de Montausier, était des rescapés.

Cette bataille constitue le premier revers suédois dans la guerre de Trente Ans. Cette importante victoire des forces impériales et espagnoles décida la France à intervenir ouvertement dans le conflit.



6 septembre 1683 : mort à 64 ans de Jean-Baptiste Colbert.

Jean-Baptiste Colbert, dit *le Grand Colbert*, né le 29 août 1619 à Reims et mort le 6 septembre 1683 à Paris, est un homme d'État français.



À partir de 1665, il est l'un des principaux ministres de Louis XIV, en tant que contrôleur général des finances (1665-1683), secrétaire d'État de la Maison du roi et secrétaire d'État de la Marine (1669-1683).

Entré au service du roi à la mort de son protecteur Mazarin, il incite Louis XIV à disgracier son rival Nicolas Fouquet. Inspirateur et promoteur d'une politique économique interventionniste et mercantiliste, ultérieurement appelée « *colbertisme* », il favorise le développement du commerce et de l'industrie en France par la création de fabriques, l'institution de monopoles royaux et de l'aide dans le milieu de l'imprimerie. Il édicte de nombreux règlements dans les secteurs économiques et commerciaux, amorçant une harmonisation à l'échelle du royaume ; en tant que ministre de la Marine.

Colbert s'est inspiré des écrits de Barthélemy de Laffemas, économiste et conseiller d'Henri IV : Laffemas avait notamment développé le commerce colonial et l'industrie textile, les deux secteurs auxquels Colbert s'est particulièrement consacré, avec la gestion des finances publiques.

Sous le contrôle de Louis XIV, Colbert n'aura de cesse de donner une indépendance économique et financière à la France. Colbert a systématisé et appliqué en France une doctrine qui porte aujourd'hui le nom de 'colbertisme'. Le colbertisme s'appuie sur un principe fondamental : l'influence et la grandeur d'un État sont proportionnelles à ses ressources en métaux précieux.

L'objectif de l'État doit donc être d'obtenir ces ressources en menant une politique protectionniste dans le but de contrôler les activités économiques du pays et notamment le commerce qui dépasse les frontières de l'État. Le maître mot du colbertisme est donc le développement de l'industrie et du commerce extérieur. Ainsi, la doctrine de colbertisme peut être assimilée à la doctrine du mercantilisme.

Pour enrichir la France, Colbert veut importer des matières premières bon marché pour les transformer en produits de qualité qui pourront se vendre plus cher, c'est-à-dire industrialiser la France et ré-exporter des produits à forte valeur ajoutée, avec une balance des paiements excédentaire.

Dans ce but il convient de :

- créer une puissante marine qui importera les matières premières et exportera les produits finis ;
- réglementer la production de corporations ;
- créer une manufacture avec monopole qui fabriquera les produits de qualité à partir des matières premières.

En 1661, il entreprend une importante réforme comptable, privilégiant une comptabilité administrative au détriment de la comptabilité judiciaire.

À partir de 1661, Colbert dirige officiellement la Marine. En 1663, il est nommé intendant de la Marine. Louis XIV dissout la Compagnie des Cent-Associés et fait de la Nouvelle-France une province royale sous juridiction de la Marine de Colbert.

En 1663, il fonde l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

En 1664, Colbert est nommé surintendant des Bâtiments et manufactures :

- il fonde la Compagnie des Indes Occidentales (française), dissoute en 1674 :
 - il décide de copier les productions des États voisins, notamment de l'Angleterre et des Pays-Bas, pour rendre la France indépendante de leurs fournitures ;
 - il débauche des ouvriers étrangers, notamment des vitriers flamands et des verriers vénitiens, pour former les ouvriers des manufactures françaises ;
 - il utilise fréquemment l'octroi de monopoles, rétablit les anciennes manufactures, et en crée de nouvelles. Il favorise ainsi la production de glaces (Manufacture royale de glaces de miroirs, composante de la future compagnie de Saint-Gobain) et de tapisseries (Les Gobelins).

En 1664, il met en place le premier tarif des douanes modernes, le tarif Colbert. En effet, Colbert est considéré comme le père de la douane moderne. La perception des droits de douane est désormais utilisée à la carte comme barrière tarifaire sur les importations plus compétitives que la production locale. Cette mesure protectionniste fut revue sévèrement à la hausse en 1667 par Louis XIV envers les Anglais et les Hollandais en particulier, créant une guerre économique qui fut suivie d'un conflit militaire.

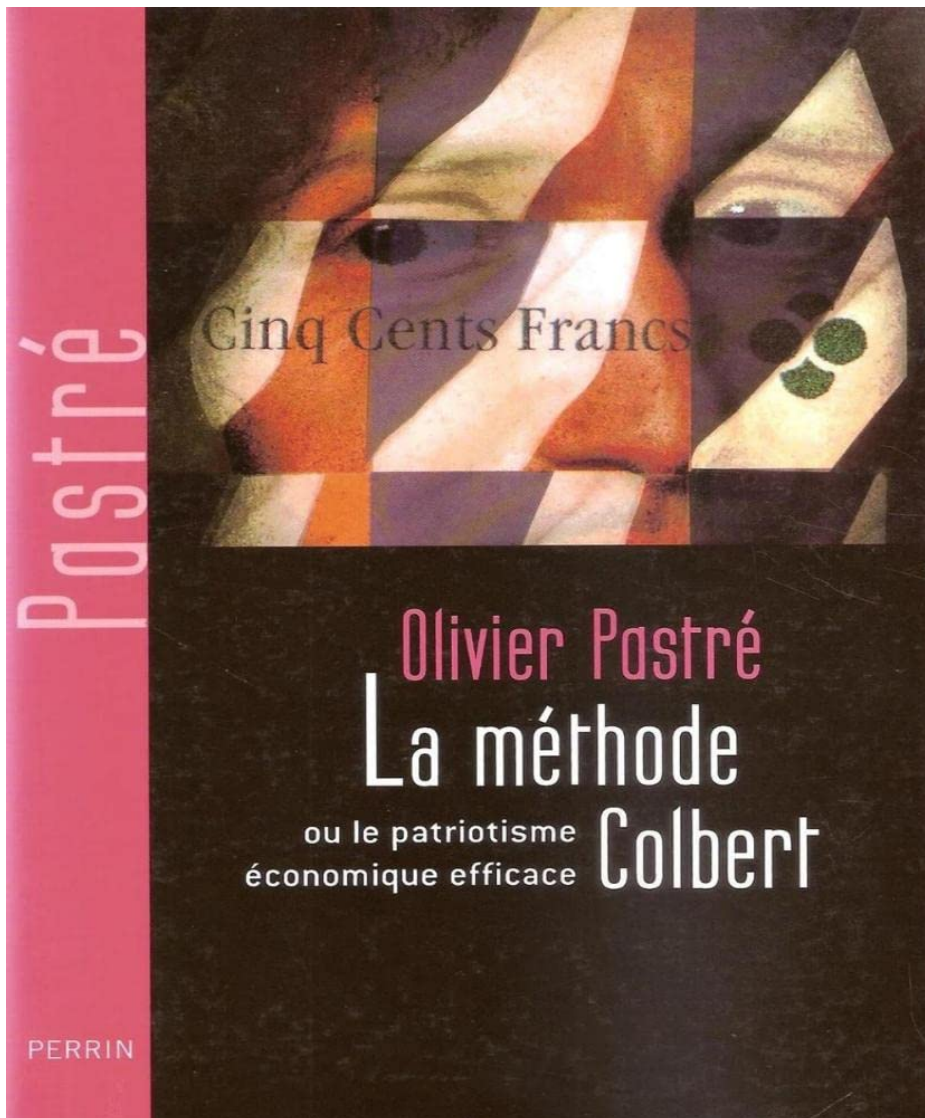
Il protège les sciences, les lettres et les arts et est élu à l'Académie française en 1667. Il favorise également la recherche en créant l'Académie des sciences (suggérée par Charles Perrault²⁰, en 1666), l'Observatoire de Paris (1667) où les grands Huygens et Cassini sont appelés, ainsi que l'Académie royale d'architecture (1671). En 1676, il promeut « *l'établissement d'une école académique dans toutes les villes du royaume* ».

Le 16 février 1669, nommé secrétaire d'État de la Maison du Roi, il agrège la Marine à ce département, le 7 mars suivant, et passe commande de 276 navires de guerre triplant ainsi les capacités de commerce maritime de la France.

La Grande ordonnance de la marine, inspirée des coutumes et statuts des Provinces-Unies (Amsterdam et Anvers), elle a été établie sous l'égide de Jean-Baptiste Colbert, Secrétaire d'État de la Marine puis René-Josué Valin, connu pour les commentaires sur l'ordonnance de la marine, est considéré comme le plus important parmi les œuvres de Valin. Puis son ouvrage principal, Le Nouveau Valin (1809), fait référence à son commentaire sur l'Ordonnance de la Marine de 1681 par Pierre Sanfourche-Laporte revu et approuvé par Pierre Boucher.

Sa devise : PRO REGE, SAEPE, PRO PATRIA SEMPER (Pour le roi souvent, pour la patrie toujours).

- **De 1661 à 1665 : intendant des Finances.**
- **De 1661 à 1683 : surintendant des Postes.**
- **De 1664 à 1683 : surintendant des Bâtiments, arts et manufactures.**
- **De 1665 à 1683 : contrôleur général des Finances.**
- **De 1665 à 1683 : direction des haras royaux.**
- **De 1669 à 1683 : secrétaire d'État de la Maison du Roi.**
- **De 1669 à 1683 : secrétaire d'État de la Marine.**
- **De 1670 à 1683 : grand maître des Mines et Minières de France.**
- **De 1671 à 1683 : surintendant des Eaux et Forêts.**



6 septembre 1689 : signature du traité de paix de Nertchinsk entre la Russie et la Chine.

Le traité de Nertchinsk est un important traité de paix conclu entre l'empire Qing et la Russie, portant la frontière de celle-ci au-delà du lac Baïkal. Signé le 6 septembre 1689 (27 août du calendrier julien) dans la petite ville de Nertchinsk, il délimite la frontière entre la Chine et la Russie (en Sibérie), et met fin à un conflit militaire dont l'enjeu était la région du fleuve Amour.

Nertchinsk est le premier traité signé entre la Chine et une puissance européenne. Le signataire russe était Vassili Golitsyne, agissant pour le compte de la régente Sophia

Alexeïevna, demi-sœur du futur Pierre le Grand, et du côté chinois Songgotu, agissant au nom de l'empereur Qing, Kangxi.

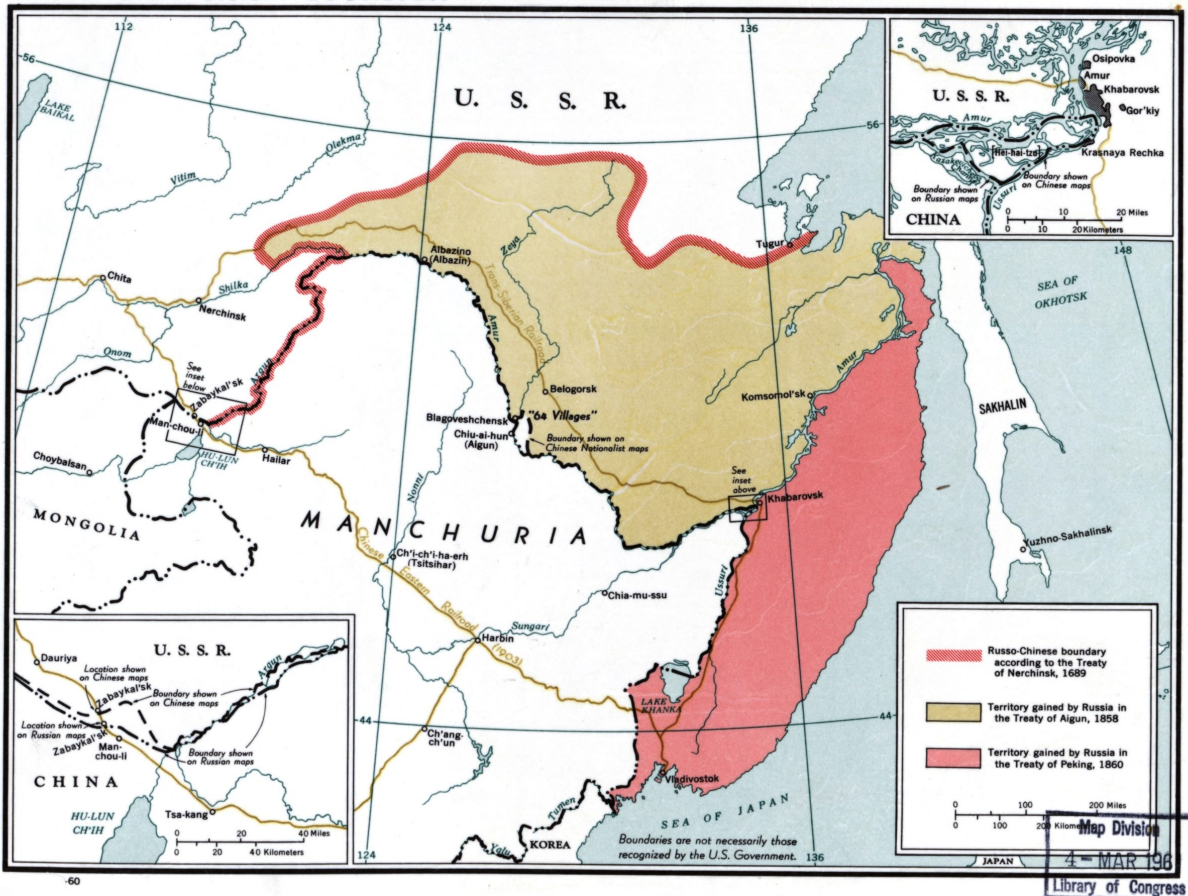
Deux jésuites proches de l'empereur Kangxi, l'astronome français Jean-François Gerbillon et le musicien portugais Thomas Pereira, accompagnaient la délégation chinoise comme conseillers et interprètes. Ils prirent une part active aux négociations.

Le traité fut traduit en cinq langues : le russe, le mandchou, le chinois, le mongol et le latin, les deux jésuites (Jean-François Gerbillon et Thomas Pereira) étant les traducteurs.

Par ce traité, la Russie renonçait à l'accès à la mer du Japon, mais établissait des relations commerciales avec la Chine. La forteresse russe d'Albazine, qui avait été une source de conflit entre la Russie et la Chine, est abandonnée et rasée.

La frontière établie entre la Russie et la Chine devait suivre les monts Stanovoï et le fleuve Argoun. Les clauses du traité furent révisées, au profit de la Russie, par le traité d'Aigun de 1858 et le traité de Pékin de 1860, qui fixèrent la frontière russo-chinoise à peu près telle qu'elle est aujourd'hui.

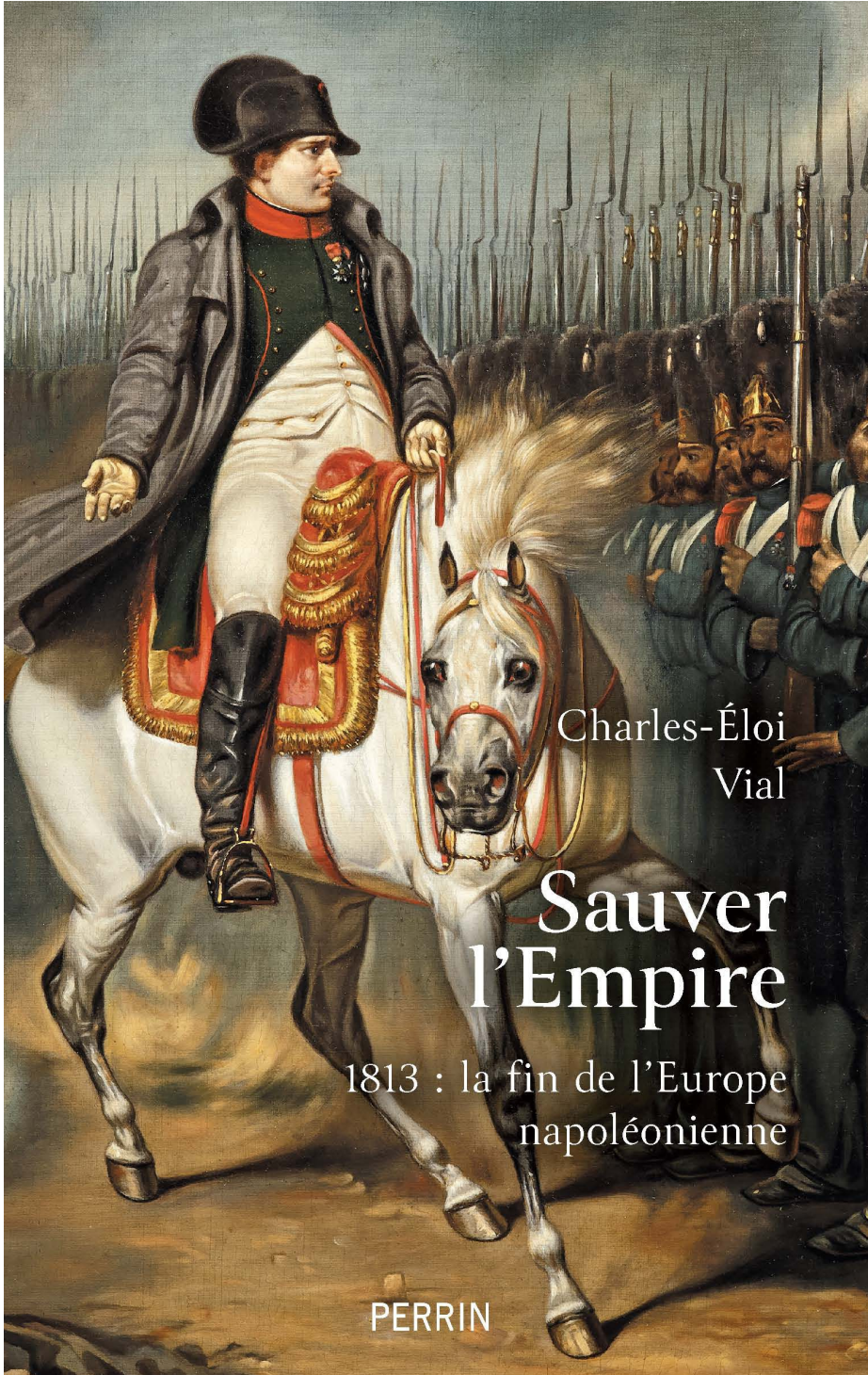
MANCHURIA-U.S.S.R BOUNDARY



Le trait rouge correspond à la frontière du traité de Nertchinsk.

6 septembre 1813 : bataille de Dennewitz.

La bataille de Dennewitz également appelée bataille de Jüterbog (à 68 km au sud-sud-ouest de Berlin) eut lieu le 6 septembre 1813 entre une armée française commandée par le maréchal Ney et des troupes prussiennes, russes et suédoises sous les ordres du maréchal Friedrich von Bülow dans le cadre de la guerre de la Sixième Coalition. Elle voit la victoire des forces alliées et l'échec définitif du plan de Napoléon pour prendre Berlin.



Charles-Éloi
Vial

Sauver l'Empire

1813 : la fin de l'Europe
napoléonienne

PERRIN

À la fin du mois d'août 1813, Napoléon ordonne une offensive générale afin de prendre Berlin, la capitale prussienne, espérant ainsi faire sortir la Prusse du conflit. Le corps d'armée du maréchal Oudinot est affecté à cet objectif. Celui-ci remonte vers Berlin en empruntant 3 voies distinctes. Des combats isolés ont lieu à Blankenfield, Gross Beeren et Sputendorf. À chaque fois, les Alliés

sont vainqueurs forçant Oudinot à se replier sur Wittenberg. Napoléon décide alors de nommer le maréchal Ney à la tête du corps d'armée.

Avec 58 000 hommes comprenant la 38^e division wurtembergeoise et la 15^e division italienne, Ney avance à nouveau vers Berlin le 6 septembre, se déplaçant en direction de l'est afin d'avancer vers Berlin par le sud-est. Il croit en effet, à tort, que Napoléon se trouve au sud-est près de Dresde et se dirige dans cette direction pour le soutenir.

Il rencontre des unités ennemies de l'armée du Nord composée de troupes prussiennes, russes et suédoises sous le commandement de Jean-Baptiste Bernadotte, ancien maréchal de Napoléon devenu prince royal de Suède, à Dennewitz. Ney décide alors de faire déplacer toute son armée sur une seule route. Bien que cela lui permette de maintenir des communications avec toute son armée, ce choix entraîne un empilement des unités sur plusieurs kilomètres. La bataille va donc osciller d'avant en arrière avec l'arrivée régulière de renforts français et alliés tout au long du parcours.

Le général prussien Tauentzien est à Jüterbog, bloquant la route de Ney vers Berlin. Alors que Bülow approche de Jüterbog le long d'une route qui va de l'est au nord, les troupes de Ney atteignent Dennewitz. Pour empêcher Tauentzien et Bülow de s'unir, les Français occupent les hauteurs au nord de Dennewitz (aujourd'hui appelées Denkmalsberg).

La cavalerie lourde (dragons de Defrance) est une troupe d'élite et l'infanterie de la 12^e division de Morand est inexpérimentée mais valeureuse. Elle pousse l'arrière-garde du 4^e corps de Tauentzien. Le 4^e corps de Bertrand vient de prendre la ville de Dennewitz et commence à se déployer pour continuer son avance ; mais le général von Tauentzien a décidé de résister car sur son aile droite le 3^e corps de von Bülow apparaît ; soit un total de 50 000 hommes d'une valeur militaire moyenne.

Malgré les dégâts causés au corps de Tauentzien, Bülow sauve la situation en prenant la colline. Cette action est suivie par une charge des dragons de Brandebourg en bas de la colline. Cela donne le temps aux unités prussiennes qui avaient vacillé de se regrouper. Bülow prend alors la tête du commandement allié pendant la majeure partie du reste de la journée.

Des failles commencent alors à apparaître au sein de l'armée française. Depuis la campagne de Russie, l'armée française manque cruellement de cavalerie. Il en résulte un manque de dépistage et de reconnaissance des forces ennemies et de leur position. La situation au sein du commandement français est également tendue, Oudinot étant furieux de se retrouver placé sous le commandement de Ney. Néanmoins, Ney s'obstine dans une avancée en hâte vers Berlin, malgré une reconnaissance médiocre, face à une ligne alliée regroupée.

Grâce au renfort des forces du général Bülow, les éléments prussiens de l'armée de Bernadotte, qui avaient été initialement repoussés, récupèrent le terrain perdu.

Alors que les Français semblaient proches de la victoire, Ney commet une erreur qui va précipiter sa défaite. Comprenant mal la situation tactique à cause d'une tempête sur le champ de bataille, il ordonne à Oudinot de se mettre en arrière et de former une réserve, ce qui déséquilibre la ligne française. Cette manœuvre est également perçue comme une retraite par

les Alliés qui redoublent leur attaque.

À 16 h, l'armée du nord suédoise commandée par Bernadotte arrive et attaque la gauche française. Sous la pression de plus en plus forte de l'ennemi, Ney ordonne la retraite jusqu'à Torgau, sur l'Elbe.

Les Français et leurs alliés perdent 8 000 hommes, 50 canons et 400 chariots de ravitaillement. Le maréchal Ney perd son aide de camp, le colonel Le Clouet, qui est fait prisonnier au cours d'une mêlée entre les lanciers polonais et la cavalerie prussienne.

Les Prussiens ont perdu 9 000 hommes, les Suédois une trentaine.

Avec une armée réduite à 20 000 hommes, Ney s'efforce de regrouper ses forces à Torgau. Las, il écrit à l'Empereur pour lui demander d'être relevé de ses fonctions. « *J'aime mieux être grenadier que général dans de telles conditions. Je suis prêt à verser tout mon sang, mais je désire que ce soit utilement* », écrit-il, mais Napoléon refuse.

À la suite de l'échec de la campagne de Berlin, la Bavière se retire du conflit. D'autres États allemands hésitent désormais à soutenir l'Empire français.

Friedrich Wilhelm von Bülow est anobli par le roi de Prusse, qui le nomme comte de Dennewitz.

Lorsqu'il apprend la nouvelle de la défaite de Dennewitz le soir du 8 septembre, Napoléon dîne en compagnie de Murat, Berthier et Gouvion-Saint-Cyr. Malgré cette défaite qui s'ajoute à celles de Gross Beeren, Katzbach et Kulm, Napoléon n'aura aucun accès de colère. Il se contentera de s'exclamer : « *C'est un métier bien difficile que le nôtre* ».



6 septembre 1914 : première attaque d'une aviation navale de l'histoire.

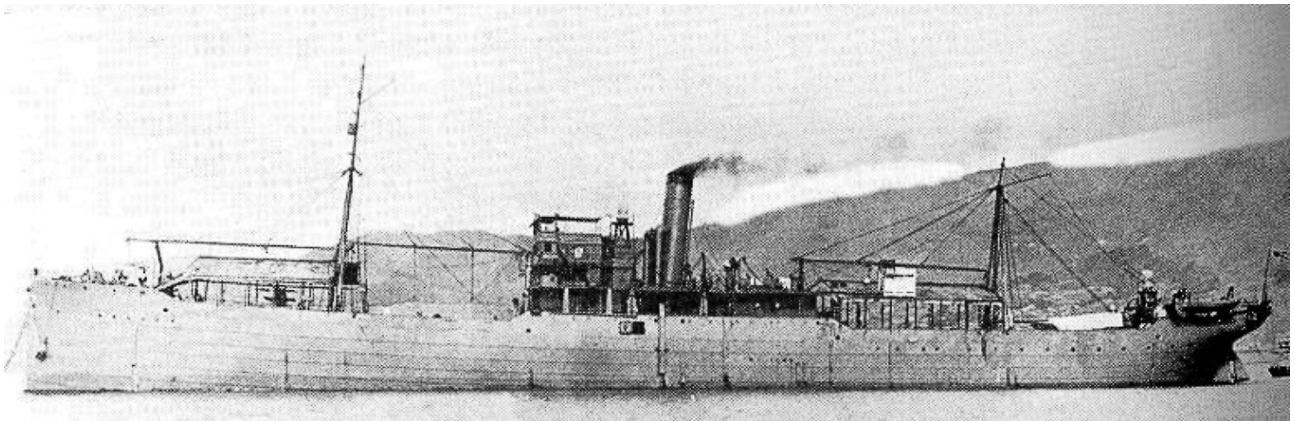
Le *Wakamiya* était à l'origine le cargo russe *Lethington*, construit par Duncan à Port Glasgow, au Royaume-Uni et lancé le 21 septembre 1900. Il fut capturé lors d'un voyage de Cardiff à Vladivostok pendant la guerre russo-japonaise près d'Okinoshima en 1905 par le torpilleur japonais *TB No. 72*. Il fut acquis par le gouvernement japonais, rebaptisé *Takasaki-Maru* jusqu'à ce qu'il reçoive le nom officiel de *Wakamiya-Maru* le 1^{er} septembre, et à partir de 1907 fut géré comme navire de transport.

En 1913, il fut transféré à la Marine impériale japonaise et converti en porte-hydravions, sa construction étant achevée le 17 août 1914. C'était un navire de 7 720 tonnes, avec un effectif de 234 personnes. Il avait deux hydravions sur le pont et deux en réserve. *Le Wakamiya* ne possédait pas de catapulte ; les hydravions étaient mis à l'eau à l'aide d'une grue, d'où ils décollaient, puis étaient récupérés de l'eau une fois leur mission accomplie.

À partir du 5 septembre 1914, *Wakamiya* a mené les premiers raids aériens navals au monde au cours des premiers mois de la Première Guerre mondiale depuis la baie de Kiaochow au large de Qingdao, située en Chine. Le 6 septembre 1914, un avion Farman lancé par le *Wakamiya* a attaqué le croiseur austro-hongrois *Kaiserin Elisabeth* et la canonnière

allemande *Jaguar* dans la baie de Qiaozhou ; aucun des deux navires n'a été touché. Ses hydravions ont bombardé des cibles terrestres détenues par les Allemands (centres de communication et centres de commandement) dans la péninsule de Qingdao de la province du Shandong et des navires dans la baie de Qiaozhou de septembre au 6 novembre 1914, pendant le siège de Qingdao.

Les officiers britanniques servant à la bataille de Qingdao ont commenté les opérations du *Wakamiya* : *Les hydravions japonais effectuaient des reconnaissances quotidiennes, si le temps le permettait, à partir du navire-mère des hydravions. Ils continuèrent à apporter des informations précieuses tout au long du siège. Le navire-mère était équipé de deux mâts de charge pour les hisser à l'intérieur et à l'extérieur. Au cours de ces reconnaissances, ils étaient constamment la cible de tirs allemands, principalement des éclats d'obus, mais n'étaient jamais touchés. Les aviateurs japonais transportaient généralement des bombes à larguer sur les positions ennemies.* — (Rapport des lieutenants-commandants GSF Nash et G. Gipps, HMS Triumph, 18 novembre 1914).





6 septembre 1964 : discours du général de Gaulle sur les 50 ans de la bataille de la Marne.

1. [Discours du général de Gaulle 6 septembre 1964](#)

Aucune région de notre territoire, aucun événement de notre histoire, ne permettent mieux que cette région où coule la Marne et que cet événement que fut la victoire remportée sur ces rives, voici cinquante ans, de mesurer les conditions dont bien souvent a dépendu le destin de la France. En septembre 1914, une fois de plus, tout pour nous s'est joué ici, et par les armes. Dans la même contrée du nord-est où furent jadis les Champs Catalauniques, où Villars dans l'extrémité repoussa les impériaux, où à Valmy Brunswick recula devant l'élan militaire de la Révolution, où l'Europe coalisée submergea Napoléon. Où en 1870 passèrent les armées allemandes en marche vers la Capitale, la guerre devait décider de ce que nous allions être Ou bien de nouveau des vaincus sans qu'il y eût de recours ou bien, cette fois, des vainqueurs à qui resterait ouverte la carrière d'un grand Etat.

A vrai dire, ce n'est pas sans une longue et méritoire préparation que nous avons abordé l'épreuve. Les lois d'organisation, de recrutement, d'encadrement mises en Œuvre par la République, avaient donné à notre armée l'armature, et même en dépit d'une désastreuse

dénatalité, l'effectif qui la mettait en mesure d'accomplir les plus grands efforts. D'autant plus que cette armée, d'année en année, s'était obligée à l'entraînement et à l'instruction voulus. Encore était-ce l'élite du pays qui, après les malheurs de 70, lui fournissait ses officiers de l'active et de la réserve. Par dessus tout, elle était la Nation en armes, de telle sorte que la même unité et la même volonté qui animaient le peuple français devant le péril mortel marquaient chacun de nos éléments militaires. Sans doute, la routine et la démagogie, avaient-elle, comme d'habitude, eu de funestes effets quant à l'armement et quant à l'équipement. Mais au total, la France avait abordé la bataille des frontières avec un instrument de guerre plein de valeur et de ressort.

Cependant, le premier choc avait été une immense surprise. Au point de vue stratégique, les prévisions de notre commandement s'étaient trouvées brutalement démenties par le fait que l'ennemi nous débordait largement à travers la Belgique et qu'il mettait tout de suite en action de nombreuses grandes unités de réserve. Il en était résulté l'isolement de l'armée belge et l'obligation pour nous de changer précipitamment nos objectifs et notre dispositif. Au point de vue tactique, la théorie qui était à la base de nos règlements, et suivant laquelle l'attaque avait une valeur absolue, quel que pût être l'obstacle du feu, nous avait jeté du 20 au 23 août sur toute la ligne, au prix des pertes les plus graves, dans une ruée inconsidérée. A grand' peine, notre armée décimée avait pu, en se repliant, échapper au pire désastre, son flanc gauche surtout, qui, complètement débordé, n'avait dû son salut qu'à la capacité manœuvrière de Lanrezac et à la solidité du Corps expéditionnaire britannique. Maintenant, notre armée s'efforçait d'établir son front face au Nord, entre le camp retranché de Paris et le camp retranché de Verdun, et de le maintenir face à l'est vers Nancy et dans les Vosges.

Ainsi mesurait-on, une fois de plus, l'affreuse infirmité de notre frontière qui fait qu'un seul revers essuyé, aux sources de l'Oise, risque de mettre aussitôt la capitale de la France, et par là sa destinée, à la merci de l'envahisseur. Il aurait suffi quelque part d'une erreur de manoeuvre ou d'une défaillance pour que l'ensemble fût disloqué. Alors, ç'aurait été la retraite derrière la Loire, le repli dans leurs îles de nos alliés anglais, le défilé des troupes allemandes sous l'Arc de Triomphe de l'Etoile et sans doute pour finir, une paix de démembrement. Mais telles étaient la cohésion et la résolution des nôtres, que d'aussi mauvais débuts ne les avaient pas entamés. On voyait par là, tout à coup, ce que valent, pour un pays, l'ordre et la discipline militaires. Dans les premiers jours de septembre, j'en prends à témoins tous mes camarades de l'époque qui sont là, il n'y avait pas un seul combattant qui tînt la partie pour perdue. Et en même temps, dans l'union sacrée, proclamée par Poincaré, quelle que fût à l'intérieur l'angoisse publique, et lors même que le gouvernement avait dû se transporter à Bordeaux, aucune intrigue politique, aucun trouble administratif, aucun mouvement populaire, ne contrarièrent en quoi que ce soit le redressement attendu.

Or si la guerre sanctionne impitoyablement les déficiences et les défaillances, elle ne ménage pas le succès à la valeur et à la vertu. Ce fut la fortune de la France que notre armée qui ne s'était pas laissée abattre par un revers initial eût alors, à sa tête, un chef qui ne perdit point l'équilibre. Joffre, à son quartier général, installé successivement à Vitry-le-François, à Bar-sur-Aube, à Châtillon-sur-Seine, à Romilly, avait vu se succéder les mauvais coups qui le frappaient, en même temps que ses soldats. Extension au nord de la Meuse du mouvement tournant de l'ennemi, échec de notre offensive en Alsace, en Lorraine, dans les Ardennes et à

Charleroi, repli précipité sur l'Aisne et puis sur la Marne depuis notre dispositif à l'ouest de Verdun. Mais la maîtrise de soi, la lucidité, l'obstination, qui marquaient essentiellement sa puissante personnalité, préservèrent le Général Joffre de ce renoncement du chef par où passe toujours le désastre. Dès qu'il eut constaté l'effondrement de son plan, il se dressa, au contraire, vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis des autres, comme d'autant plus résolu à l'emporter sur de nouvelles bases. A peine perdue la bataille des frontières, il avait fixé son dessein, porté l'effort principal à gauche au lieu que ce fût à droite, prélevé partout ce qu'il fallait pour modifier en conséquence la répartition des forces, différé coûte que coûte la reprise de l'offensive tant que cela ne serait pas fait, mais alors, l'engager d'un bout à l'autre, et sans restriction. En attendant, résister à toutes les pressions, objurgations et péripéties, et imposer son autorité pour maintenir la cohésion. Il se trouva que le comportement du Généralissime répondait à celui de l'armée et de la nation, et c'est ainsi, qu'après des événements qui auraient pu nous mettre en pièces, par un subit et étonnant retournement, nous allions aborder le choc décisif dans l'harmonie et dans l'espérance.

Or en même temps, c'était la discordance qui se faisait jour chez l'ennemi. Sous le commandement lointain et incertain du Général Von Moltke, les circonstances concouraient, à placer en état d'infériorité l'armée allemande qui croyait déjà tenir la victoire. Tandis que, pour notre adversaire, toute la question c'était sa droite, dont d'ailleurs son plan avait voulu qu'elle fût aussi puissante que possible, c'est elle, qui, dans l'espace de 10 jours, était devenue sa faiblesse. Trop assuré, de l'issue des opérations de France, après l'avoir emporté sur les frontières, le commandement allemand avait prélevé, pour repousser l'invasion russe, en Prusse orientale, 4 corps d'armée sur son aile marchante. Et en outre, celle-ci, dont les chefs n'imaginaient pas que les français seraient capables de se redresser, et en particulier qu'ils pourraient monter une manœuvre d'envergure, cette aile marchante commettait la faute ainsi de changer les directions, en offrant son flanc aux forces que Joffre, tout justement avait rassemblé autour de la capitale. Pour nous, c'était le moment ou jamais. Galliéni, gouverneur de Paris, le vit et en rendit compte. Le Généralissime saisit aussitôt l'occasion, le 6 septembre, sur tout le front, nos forces passèrent à l'attaque. On sait comment l'aile droite allemande, débordée sur l'Ourcq par Maunoury, impuissante à rompre dans les marais de Saint-Gond la résistance de Foch, désunie en 2 tronçons par l'avance au nord de la Marne de French et de Franchet d'Esperey, dans la région à l'est de Meaux, on sait comment, dis je, cette droite, le 9 septembre, fut contrainte de se replier. Et dans le même temps, Langle de Cary en Champagne et Sarrail, autour de Verdun, avait maintenu leur position, et même ressaisi l'avantage. Tandis qu'en Lorraine, Castelnau, et dans les Vosges, Dubail, s'étaient montrés inébranlables. Le haut commandement allemand, le 10 septembre, tirant les conséquences du bouleversement total de la situation ordonnait la retraite générale, à l'ouest de Verdun.

On sait comment l'ennemi, poursuivi par nos troupes, quelle que fût leur fatigue, se rétablissait avec peine, sur la ligne Noyon-Laon-Rethel-Stenay, sans aucune possibilité de la dépasser avant longtemps. Et Reims, libéré, devenait alors, pour tout le reste de la guerre, et au prix d'immenses destructions, un môle glorieux de notre front. La France et son armée avaient vaincu sur la Marne. Si au départ, elles avaient dû payer cher l'illusion habituelle, l'illusion nationale, qui croit pouvoir fonder l'action sur le système et la théorie, en passant outre aux réalités, illusion qui nous avait causé de grandes lacunes d'armement, en particulier en fait d'artillerie et de mitrailleuses, et qui avait provoqué de graves erreurs stratégiques et

tactiques, en revanche, voici que pendant les 5 grandes journées de septembre, tout avait compté à la fois. De ce que l'une et l'autre, la France et son armée, s'étaient longuement obligées à faire pour préparer l'épreuve d'un conflit et de ce qu'elles avaient su tirer d'elle-même pour gagner la grande bataille. Mais dès lors que la victoire eut fait passer dans l'âme du peuple et des soldats son frisson incomparable, le salut de la France, dans cette guerre, était assuré, quelles que puissent être les crises par où il lui faudrait encore passer avant le terme.

Et quand, après un quart de siècle, d'immenses malheurs fondirent sur la Patrie, c'est la confiance en son destin, enflammée sur la Marne, en septembre 1914, qui inspira la foi et l'espérance de ceux qui ne renoncèrent pas, tant il est vrai que chaque action passée dans la vie d'un peuple entre en compte dans son avenir.

Il n'y a qu'une Histoire de France. Vive la France !

Ce magnifique anniversaire, marqué à Reims par cette si belle cérémonie et terminé par l'assemblée que voici, nous allons le marquer, tous ensemble, en chantant la Marseillaise.